

L'INFILTRATION MAFIEUSE DANS L'ÉCONOMIE LÉGALE

IMBRICATION DES LOGIQUES FINANCIÈRE ET PRODUCTIVE

PAR

CLOTILDE CHAMPEYRACHE (*)

Discours et estimations chiffrées ne manquent pas sur le blanchiment d'argent sale par la mafia. Ils permettent de mettre l'accent sur la logique financière des activités du crime organisé. Cependant, bien souvent, ils laissent dans l'ombre l'autre versant, productif, de l'infiltration mafieuse dans l'économie légale. En ce sens, ils contribuent à l'assimilation erronée entre économie illégale et économie criminelle, c'est-à-dire à une vision tronquée des activités mafieuses. Or, si l'on réinsère le blanchiment dans un schéma d'ensemble tenant compte de l'amont et de l'aval, la logique financière retrouve sa dimension en partie instrumentale par rapport à la logique productive de la mafia. Dans ce schéma global où le blanchiment est lieu de passage et non pas fin en soi, l'économie criminelle recouvre toute son étendue : celle strictement illégale mais aussi celle formellement légale. L'instrument par excellence de ce passage est la monnaie, instrument légal, support des transactions aussi bien légales qu'illégales. C'est donc la monnaie – sa détention, son utilisation par des individus mafieux – qui retiendra l'attention.

D'expression du lien social, la monnaie apparaît comme un instrument d'exclusion et de segmentation des usagers en fonction de leur appartenance criminelle. En rendant possible la marginalisation de la part saine de l'économie et des agents légaux, la monnaie participe pleinement à une intégration des sphères légales et illégales fondée sur la densification de l'économie criminelle en tant que cumul d'activités illégales et légales-mafieuses. Le blanchiment est alors rapproché de deux autres pratiques mafieuses : l'usure et le racket. La monnaie, dénominateur communs de ces activités, permet de rattacher la dimension financière associée au blanchiment à la logique également productive et souvent sous-estimée de l'infiltration mafieuse dans l'économie légale.

(*) Enseignante-chercheuse en Sciences économiques au laboratoire MATISSE (CNRS – Université Paris I – Panthéon-Sorbonne).

DE LA MONNAIE LIEN SOCIAL
A LA MONNAIE INSTRUMENT D'EXCLUSION

Pour les théoriciens de la monnaie comme lien social, l'existence de la monnaie en tant qu'objet de paiement universellement accepté dans le temps et l'espace témoigne de la spécificité de celle-ci par rapport à toute autre marchandise. L'utilisation de la monnaie fait référence à une communauté de paiements qui n'est viable que si règne la confiance quant à la valeur immédiate et future de l'unité monétaire et quant à l'acceptation par les autres agents de ce moyen de paiement. L'utilité de la monnaie se manifeste alors au niveau non pas privé, mais directement social : c'est parce qu'elle symbolise les relations sociales unissant les membres de la communauté de paiements que la monnaie ne peut être appropriée privativement et apparaît en tant que représentation du lien social. L'une des conséquences fondamentales de ce statut est que la collectivité se trouve de fait endosser une responsabilité particulière dans la gestion de la monnaie.

S'il est indéniable que la monnaie est aussi un phénomène social reposant sur des mécanismes collectifs, toute vision irénique de la monnaie et de sa gestion collective est rapidement contredite par la coexistence d'une économie monétaire et d'un contrôle mafieux sur certains territoires. L'économie mafieuse est fréquemment décrite comme une économie où les principes fondamentaux de la confiance généralisée font défaut, voire où la confiance est largement privatisée. Pour autant, les échanges monétaires ne sont pas interrompus, quitte même à ce que la monnaie finance des services visant à pallier le déficit fiduciaire. Quel peut être l'impact sur le rôle de la monnaie d'une rupture territorialement généralisée de la confiance, qui ne suffit cependant pas à ébranler la communauté de paiements ? Par ailleurs, peut-on réellement nier toute possibilité d'appropriation privative de la monnaie dès lors que cette dernière revêt la forme de la disponibilité à payer ou encore dès lors que l'on se trouve face à un système de circulation où la monnaie peut se voir attribuer des caractéristiques changeantes et non plus homogènes (comme, par exemple, le caractère sale ou propre des capitaux) ? La formulation de ces problématiques amène à évoquer deux points renversant l'optique initiale de la monnaie comme lien social, pour aboutir à la monnaie comme instrument d'exclusion pour les mafieux.

Le premier point concerne la détention de monnaie et les caractéristiques que certains agents, par le biais de l'activité exercée, attachent à la monnaie. Reconnaître la possibilité que ce qui a été défini comme symbole des relations sociales puisse subir des altérations, qui plus est différenciées suivant l'appartenance ou non des agents à la mafia, suffit à rompre l'homogénéité supposée de la communauté de paiements et donc à entamer la cohésion de la responsabilité collective en matière de gestion de la monnaie. La différence établie entre argent sale et argent propre incarne cette dissolution

partielle du lien social par la monnaie. L'argent sale marque une perte du lien social dans la mesure où la monnaie détenue par un agent suite à des activités illégales – c'est-à-dire frappées de réprobation sociale – n'est plus censée devoir être acceptée dans les transactions. Inversement, la mafia réussit par les opérations de blanchiment à rétablir, en trompant la confiance des membres de la communauté de paiements quant à l'origine des capitaux, le lien social défait. Il y a alors une forme de gestion privative et groupusculaire d'un instrument qui devrait être collectif.

Le deuxième point porte sur l'utilisation de la monnaie pour des transactions dépassant le cadre de l'économie marchande. La monnaie comme nerf de la corruption organisée constitue un exemple d'usage discriminant de la monnaie, lequel tend à s'inscrire en faux par rapport au critère d'utilité sociale. La mafia, en fonctionnant grâce à un système largement fondé sur l'extorsion en amont et le pot-de-vin en aval, fait usage de la monnaie d'une façon qui en modifie le lien symbolique de représentation des relations sociales : l'obtention et l'octroi de monnaie apparaissent complètement déconnectés de toute relation avec la participation de l'agent au processus de création et de répartition de valeur. Les relations prenant forme monétaire qui unissent alors les agents mafieux et non mafieux (extorqués ou corrompus) ne reflètent plus des relations sociales harmonieuses ou du moins pacifiques mais se trouvent, au contraire, mises au service d'une relation de continuité entre la mafia et le reste de la communauté. La monnaie masque alors la discontinuité quant à l'identité équivoque des groupes mis en relation ou constitutifs de la communauté de paiement. Au sein du groupe mafieux, elle facilite l'intégration entre sphères légale et illégale.

MONNAIE ET INTÉGRATION DES SPHÈRES LÉGALE ET ILLÉGALE

La détention de monnaie ne peut être négligée dans l'analyse des choix et des comportements des agents économiques avant et après l'infiltration mafieuse dans l'économie légale. Une façon simple de traiter de cette problématique consiste à considérer que chaque agent procède à un arbitrage entre détention de biens et détention de liquidités. L'issue de la procédure d'arbitrage est censée refléter les préférences des agents, ce qui signifie indirectement – puisque l'on situe sur un pied d'égalité les biens et la liquidité – qu'il y a marchandisation, au moins partielle, de la monnaie. L'idée est que la présence de la mafia dans l'économie légale, que cela soit au cœur du processus productif, par le biais des entreprises, exerçant une activité légale, possédées, ou que cela soit en marge, par l'intermédiaire du financement usurier du système productif, va influencer la formulation des préférences des agents non mafieux en termes d'arbitrage entre biens de production, biens de consommation et liquidités au profit de ces deux derniers postes.

En l'absence de garantie quant à la capacité de conserver la propriété sur l'entreprise acquise ou créée, les agents non mafieux auront tendance à autolimiter leur préférence pour les biens de production et à opter pour les deux options de court terme : la consommation de biens et la détention de monnaie sous forme de liquidités. En agissant de la sorte, les agents mafieux se placent dans une situation paradoxale en ce qui concerne leur degré d'autonomie et de liberté économiques. En effet, à court terme, le nouveau classement des préférences énoncé pour les agents non mafieux (à savoir, biens de consommation et liquidités puis, en dernière position, biens de production) soustrait lesdits agents à la contrainte imposée par la mafia : la détention de monnaie, dans une économie de rationnement du crédit bancaire, permet de recourir à l'autofinancement et d'éviter de tomber dans les rets des usuriers ; la non-détention de biens de production limite les risques de ne pouvoir exprimer qu'une volonté conditionnée lors du passage de contrats. Toutefois, à plus long terme, en renonçant à la propriété sur les biens productifs et en abandonnant par conséquent le tissu productif légal local à la mafia, les agents non mafieux ne migrant pas hors des territoires contrôlés par la criminalité organisée accentuent leur dépendance vis-à-vis de cette dernière, laquelle, en tant que détentrice des unités productives, s'affirme comme employeur local de référence et comme source non négligeable de distribution de revenus. En synthèse, pour se soustraire à la pression exercée par la mafia dans la sphère productive, les agents non mafieux cherchent, en révélant une préférence forte pour la liquidité, à reconquérir un espace de liberté dans la sphère de consommation ; or, ceci ne fait, à terme, que renforcer leur dépendance économique dans la mesure où la sphère de la consommation dépend de celle de la production. La préférence pour la monnaie des agents non mafieux reflète alors l'incertitude systémique que l'infiltration mafieuse dans l'économie légale fait peser sur les décisions des agents. Ce sont alors toutes les activités mafieuses ayant directement rapport avec la monnaie qui peuvent être analysées de façon unitaire.

USURE, RACKET ET BLANCHIMENT :
MONNAIE ET DROITS DE PROPRIÉTÉ
COMME DÉNOMINATUERS COMMUNS

Des activités traditionnellement analysées de façon séparée et juxtaposée

Une analyse liée de l'usure, du racket et du blanchiment montre que ces activités illégales sont fonctionnelles à l'infiltration mafieuse dans l'économie légale du fait même de l'usage de l'instrument « monnaie » qu'elles impliquent. Habituellement, ces trois activités traditionnelles de l'association criminelle sont analysées séparément en tant que délits ayant une fin en soi. L'éventualité d'une cohérence d'ensemble entre usure, racket et blan-

chiment n'est globalement pas envisagée. Nombreux sont les articles et ouvrages traitant de l'usure, du racket et du blanchiment d'argent sale comme autant d'activités de prédilection des agents mafieux. Cependant, l'impression dominante est bien plus celle de l'éclatement de la réflexion que celle d'une vision d'ensemble. Prédomine la représentation d'une mafia qui exploiterait différentes niches d'activités illégales déconnectées entre elles, au lieu que l'on ait l'image de diverses activités s'inscrivant dans une logique d'ensemble plus large.

Il n'existe pas réellement de « ponts » théoriques et analytiques permettant de relier ces activités entre elles et d'établir une cohérence d'ensemble unissant blanchiment, usure et extorsion. Par ailleurs, la quasi-totalité des travaux se borne à une vision de court terme se réduisant à la perpétration de l'activité illégale en relative autarcie par rapport au reste de l'économie, sans que de véritables tentatives de connexions à moyen-long terme entre les sphères légales et illégales ne soient opérées. Enfin, le lien entre détention et usage de la monnaie et accès à la propriété est largement ignoré : en particulier, l'idée sous-jacente est que l'objectif ultime de la mafia est l'accumulation de liquidités au détriment de la détention de droits de propriété. En rétablissant la cohérence entre usure, racket et blanchiment, on retrouve la dimension patrimoniale et productive des activités mafieuses dans la sphère légale.

Rétablir la cohérence entre usure, racket et blanchiment

A première vue, un objet est commun aux activités de blanchiment d'argent sale, de concession de crédit à taux usurier et de racket des entreprises et des commerces : l'obtention de monnaie par les individus mafieux. Toutes ces activités visent à conférer à l'association criminelle une quantité accrue de liquidités ayant un pouvoir d'achat dans la sphère légale. Ces ressources financières additionnelles ne dépendent en aucune façon d'un effort productif réalisé préalablement par les membres de la mafia, mais résultent d'un transfert largement opéré au détriment des agents productifs non mafieux. Par des modalités différentes donc, l'usure, le racket et le blanchiment ont pour objectif une forme intermédiaire identique, la liquidité, avec une particularité : l'argent détenu doit avoir la légitimité de l'argent propre.

La nécessité de disposer de monnaie « sans trace sale » ressort clairement du recours au blanchiment. Elle correspond aussi à l'usure et à l'extorsion dans la mesure où les sommes concernées, bien qu'obtenues de manière illégale, ne sont pas explicitement identifiables comme d'origine criminelle : l'illegalité porte, en effet, seulement sur le mode de transfert de la monnaie et non sur l'éventuelle contrepartie de la prestation monétaire. Or, la traçabilité se focalise fondamentalement sur le support concret, matériel ou immatériel, de la transaction et non sur l'instrument monétaire de la transaction. Dans la mesure où l'échange survient entre agents de la sphère privée, tant

que le contrat – d’usure ou de « protection privée » (1) – ne fait l’objet d’aucune dénonciation, le consentement des contractants est implicitement reconnu et le bien-fondé des transferts implicitement validé. Ainsi, dans les trois cas, la mafia trouve à sa disposition des liquidités qui n’ont qu’une probabilité très faible de faire l’objet d’une confiscation au titre de fruits d’activités illégales.

Le fait que l’association criminelle cherche ainsi à disposer de capitaux propres implique que la détention de monnaie par les agents mafieux s’oriente moins vers la thésaurisation que vers son utilisation. Le facteur crucial s’avère donc être la valeur d’échange de la monnaie et, plus précisément, son pouvoir d’achat, avec deux conséquences principales. D’une part, il s’agira, pour la mafia, de maximiser ce pouvoir d’achat : le blanchiment illustre cette volonté dans la mesure où une unité monétaire propre « vaut plus » qu’une unité monétaire sale (2). D’autre part, l’accent mis sur le caractère propre des fonds positionne les agents mafieux dans la sphère légale de la circulation : en effet, tout laisse à penser qu’un fonctionnement en circuit fermé de la mafia – par limitation au seul champ de l’illégalité – ne nécessiterait pas le blanchiment des sommes acquises ou diminuerait sensiblement le montant de l’argent sale à blanchir. L’importance des sommes blanchies et des fonds obtenus par le biais de l’usure et de l’extorsion confère à l’organisation criminelle un pouvoir d’achat largement supérieur au pouvoir d’achat nécessaire à l’acquisition de biens de consommation finale. S’ébauchent de la sorte les indices d’une stratégie mafieuse d’accumulation dans l’économie légale. Usure, racket et blanchiment ne sont alors pas des niches d’activité exploitées anarchiquement sans cohérence d’ensemble ; au contraire, ils forment un portefeuille d’activités d’intermédiation et contribuent à l’accroissement de la disponibilité et capacité à payer de l’association criminelle.

Si la monnaie est désirée, c’est en relation avec le pouvoir d’achat qu’elle confère à qui la détient. Sans pour autant qu’il y ait rejet de la possibilité de thésaurisation, l’effort de blanchiment de l’argent sale indique qu’est privilégié l’accroissement de la capacité à payer. Ce choix révèle certaines caractéristiques du comportement mafieux. Premièrement, la mafia se place clairement dans une dynamique d’accumulation visant à faire fructifier l’argent détenu et à accroître le pouvoir économique acquis par le biais du contrôle sur les entités productives : usure, blanchiment et racket, parce qu’ils développent la disponibilité à payer des agents mafieux, participent directement à la consolidation d’une infiltration mafieuse durable dans

(1) Le paiement du *pizzo* est généralement justifié comme contrepartie de la prestation du service de protection de l’activité et de la propriété dans un contexte où les atteintes au patrimoine et à l’intégrité physique sont fréquentes. Cf. notamment GAMBETTA, *La mafia siciliana*, Einaudi, Turin, 1992 et CATANZARO, *Il delitto come impresa*, Liviana, Padoue, 1988.

(2) MASCIANDARO, in Signorino CENTORRINO, *Macroeconomia della mafia*, Nuova Italia Scientifica, Rome, 1997.

l'économie légale. Deuxièmement, le résultat de l'arbitrage entre thésaurisation et investissement de la liquidité est révélateur du rapport asymétrique des agents non mafieux et mafieux avec l'incertitude supposée caractériser l'environnement économique. Pour Keynes, une partie de la demande de liquidités pour motif de précaution est fonction du degré d'incertitude pesant sur la prise de décision des agents : plus l'incertitude sera grande, plus la demande de monnaie pour motif de précaution sera importante car la liquidité permet une certaine sécurité face aux aléas et une plus grande flexibilité d'utilisation. Le fait que les acteurs mafieux choisissent d'investir leurs capacités financières plutôt que d'accroître leurs disponibilités en liquidités semble alors indiquer soit que les agents mafieux sont moins sensibles à l'incertitude soit que l'incertitude est moins grande pour les membres de l'association criminelle que pour les individus non mafieux. Les stratégies adoptées par les mafieux pour réduire le risque de confiscation de leur patrimoine relativisent l'hypothèse d'indifférence à l'incertitude. Par contre, l'hypothèse d'une hétérogénéité du niveau d'incertitude pesant sur les décisions des agents paraît plus probante. De fait, si l'on considère qu'il y a mise en œuvre imparfaite des droits de propriété en territoire mafieux et que la tutelle de ces droits est en réalité exercée, de façon privative et généralement aléatoire, par les agents criminels, alors l'incertitude liée à la détention de droits de propriété n'est pas la même selon que le propriétaire est ou non mafieux. L'internalisation de la garantie sur les droits – alors que celle-ci, d'ordre constitutionnel, devrait être externe au statut de propriétaire – justifie que le motif de précaution puisse être moindre dans les arbitrages d'allocation des ressources financières effectués par les agents mafieux. A l'inverse, l'aléa pesant sur la détention de biens pour qui n'est pas membre du crime organisé incite les agents non mafieux à tenir compte du risque de perdre leurs droits de propriété dans leurs décisions d'investissement. L'usure, le racket et le blanchiment constituent effectivement trois modalités visant non pas la thésaurisation mais l'accès à la propriété, notamment sur des entreprises légales par création ou par acquisition de celles-ci.

En ce qui concerne l'usure, dans nombre de cas, l'objectif recherché par le créancier mafieux n'est pas tant le recouvrement du prêt avec paiement des intérêts que l'appropriation de la garantie, c'est-à-dire, lorsque l'emprunteur est un entrepreneur, l'activité même du débiteur. En prêtant des fonds requérant le versement d'intérêts prohibitifs, le prêteur mafieux ne fait qu'accentuer la crise de liquidités frappant le propriétaire, celui-ci doit alors céder l'entreprise qu'il n'est plus en mesure d'exploiter. L'extorsion peut aussi avoir pour finalité de mettre en difficulté l'entreprise rackettée et d'en obtenir la cession à un prix inférieur à celui qu'établirait le marché. En fonction de l'activité de la firme et de sa rentabilité, le racket peut servir à s'assurer une rente, s'emparer de l'entreprise ou la faire disparaître. En ce qui concerne la deuxième option, différents niveaux d'effectivité du trans-

fert sont envisageables, selon qu'il s'agit de contrôle effectif ou de contrôle résiduel de l'entreprise. C'est à ce niveau que peut être établi un parallèle, avec une forme dévoyée de justification de l'impôt en termes de propriété. L'extorsion apparaît souvent comme le prix à payer pour assurer la sécurité de l'activité; la perception d'une part du revenu correspond alors à la tutelle exercée par la criminalité organisée pour défendre la propriété. Cependant, un bémol doit être mis, dès lors que ladite défense s'avère aléatoire, différenciée et indéfinie. Dans ce cas, le « droit de prélever une partie du revenu » anéantit la propriété dans le sens où elle en transfère les bénéfices (les gains tirés de l'activité) sans les inconvénients (le travail à fournir pour faire fructifier les biens) au percepteur de l'« impôt ». Le risque ultime résiderait dans l'extinction du régime de propriété privée suite à la disparition de la principale incitation à valoriser le bien possédé. La mafia se situe dans un état intermédiaire : sans faire disparaître la propriété privée, elle obtient le transfert des droits de propriété sur les entreprises qui l'intéressent et constitue un facteur sensible, poussant les agents non mafieux à ne pas investir ou à délocaliser leurs activités. Par le biais de l'extorsion, les agents mafieux acquièrent de fait un statut de co-proprétaires qui peut déboucher, en fonction du taux de prélèvement pratiqué, sur l'extinction des droits des autres co-proprétaires. Enfin, le blanchiment, parce qu'il repose sur la transformation d'un pouvoir d'achat potentiel en un pouvoir d'achat effectif, souligne la volonté de consommation sous-tendant la prise de risque liée aux opérations d'obscurcissement de l'origine criminelle des fonds. Une part de consommation ostentatoire est imaginable mais n'épuise apparemment pas, à en croire les travaux de sociologues tels qu'Arlacchi (3), les choix d'allocation du revenu dépensé. L'investissement mafieux de type productif se justifie en partie par l'importance des montants accumulés dans la sphère illégale et en partie par l'élément de quête de légitimité qui paraît animer le recyclage consécutif au blanchiment. Ainsi, le blanchiment ne consiste pas seulement en un ensemble de techniques visant à transformer l'argent « sale », c'est-à-dire à le faire changer de forme; il doit également aboutir à un changement de « *phase* », selon l'expression d'un financier du cartel de Cali (F. Jurado), reprise par) de Maillard 1998, p. 92), c'est-à-dire à donner à l'argent un « statut » et le rendre ainsi honorable. Dit autrement, il ne suffit pas de blanchir de l'argent sale, encore faut-il que l'acquisition de capitaux rendus ainsi « propres » ait une justification « *plausible* » (4).

Usure, racket et blanchiment contribuent, ensemble, à accroître la capacité à payer des organisations criminelles. Cette capacité est corroborée par une véritable disponibilité à payer, dans la mesure où dans l'exercice de ces activités illégales, la monnaie n'est pas fondamentalement désirée pour elle-même, mais sert à l'acquisition – d'où l'importance de la recherche d'un

(3) *La mafia imprenditrice*, Il Mulino, Bologne, 1983.

(4) SALAMA, « L'économie des cocadollars », *Revue Tiers Monde*, vol. 40, n° 158, 1999, p. 328.

pouvoir d'achat maximal et non amputé par l'origine criminelle de l'argent – de biens de production en vue de contrôler des entreprises légales, déjà existantes ou créées *ex nihilo*. Aboutissant à un même résultat, celui de conforter la présence mafieuse dans l'économie légale, l'extorsion, le blanchiment et l'usure prennent des formes les rendant potentiellement complémentaires.

Complémentarité des activités et segmentation de l'utilité marginale de la monnaie selon les agents

On peut établir un cycle de la monnaie et de sa marchandisation par les agents mafieux à partir de l'usure, du racket et du blanchiment, pour mettre en avant une certaine complémentarité des trois activités. Cette complémentarité symbolise la capacité de la mafia à utiliser la monnaie, instrument légal, en tant qu'instrument de son positionnement simultané dans les sphères légale et illégale et représente une forme de privatisation d'un « bien » supposé être géré collectivement. Ledit cycle repose sur deux types d'enchaînements susceptibles de s'imbriquer. L'argent blanchi peut servir de fonds à prêter à des taux usuriers. L'argent du racket peut également fournir les capacités financières nécessaires à l'usure; il se peut même que l'argent du *pizzo* serve à accorder un crédit usurier à l'entrepreneur racketté. Se dessine ainsi une économie où l'utilité marginale de la monnaie varie sensiblement selon l'identité, mafieuse ou non mafieuse, des agents.

La segmentation de l'utilité marginale de la monnaie selon les agents découle de l'asymétrie entre ces derniers au niveau de l'accumulation de capitaux et de l'accès à la propriété. L'utilité marginale de la monnaie pour les agents non mafieux, en ce qui concerne sa fonction de réserve de valeur, est croissante, ce qui les incite à céder leurs possessions meubles en échange de liquidités. Cette utilité croissante est relative, dans le sens où elle est la réciproque d'une utilité marginale décroissante de la possession de biens. La monnaie ainsi acquise est moins facilement susceptible d'appropriation induite par la mafia; sa valeur est plus stable que celle d'un bien; et, par ailleurs, la monnaie n'est pas territorialement marquée: elle peut aisément être employée hors des territoires sous contrôle mafieux. Parallèlement, l'utilité marginale de la monnaie pour les agents mafieux est de nature décroissante dans la mesure où le réinvestissement de cette dernière dans la sphère illégale de l'économie n'est pas infini. Cette « crise de débouchés » pour la monnaie explique que la mafia opte le plus souvent pour des opérations d'acquisition plutôt que de cession de biens. Cela explique également qu'il puisse y avoir déclin du critère d'efficience comme motif principal d'accès à la propriété dans la sphère légale: plus la capacité financière mafieuse est importante, plus le seuil de rendement attendu à partir duquel les projets d'investissement sont acceptés va s'abaisser. Ce processus d'investissements relativement dégagés de la contrainte de rendement annonce

une accumulation massive de la mafia dans les secteurs de l'économie légale. En somme, le différentiel d'utilité découle des conditions d'usage de la monnaie selon l'identité mafieuse ou non mafieuse de son détenteur. Les agents mafieux procèdent à une accumulation monétaire dans le but de réinvestir dans la sphère légale ; pour les agents non mafieux, au contraire, il y a également accumulation de capital monétaire, mais en tant que résultat d'un processus de désinvestissement : la monnaie est privilégiée sous sa forme de réserve de valeur et son utilité marginale est croissante par rapport aux protections qu'elle offre vis-à-vis des comportements mafieux. L'opposition marquée entre utilité marginale de la monnaie décroissante pour les acteurs mafieux et croissante pour les acteurs non mafieux trouve aussi sa traduction en matière de variation de la valeur des biens suivant l'identité de leurs propriétaires.

Or, la valeur d'un bien n'est pas définie de façon fixe : elle dépend au contraire grandement des composantes, en termes quantitatifs et qualitatifs, du faisceau de droits de propriété attaché à ce bien. Deux éléments sont particulièrement aptes à orienter à la hausse la valeur de marché d'un bien : il s'agit du droit d'usage exclusif et de l'effectivité de la garantie des droits (5). Dans une économie locale théâtre d'opérations de blanchiment, d'usure et de racket de la part d'organisations criminelles, la valeur d'un bien possédé par un agent économique non mafieux est tronquée de manière proportionnelle à l'amputation subie par les droits de propriété afférents. Cet élément de diminution de la valeur des biens conforte le phénomène d'utilité marginale croissante de la monnaie pour les agents non mafieux. Inversement, les propriétaires mafieux, qui mettent eux-mêmes en œuvre la tutelle de leurs droits et échappent à l'extorsion, sont les acteurs d'une recomposition du faisceau complet des droits de propriété. Dans le cas du rachat d'entreprises légales déjà existantes, les mafieux ont donc intérêt à se débarrasser des liquidités accumulées pour acquérir le bien productif dans la mesure où ils pourront le faire à un prix relativement bas (par rapport à la valeur de marché) et dans la mesure où le seul fait qu'ils deviennent propriétaires suffit à rétablir le bien à une valeur potentiellement supérieure. Le phénomène de l'infiltration mafieuse dans l'économie légale, sous sa forme productive, apparaît alors comme un processus cumulatif, durable et difficilement réversible sans une intervention ciblée des pouvoirs publics.

(5) DEMSETZ, « A Framework for the Study of Ownership », *Ownership Control and the Firm*, Basil Blackwell, Oxford, 1988, p. 36.